

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Unité PS - PCF- PG- NPA- LO- Verts et sans le modem !

Pas d'issue sans unité de toute la gauche !

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juillet 2009

Démocratie & Socialisme

Le congrès de Reims réuni en novembre 2008 était une promesse. Mais celle-ci n'a pas encore été tenue, son devenir est encore devant nous. Depuis plus de 30 ans, les militants socialistes se vivent comme les héritiers d'Epinais, du congrès de 1971 qui avait ouvert la voie à l'Union de la Gauche et à son programme commun de gouvernement. Les figures de référence, qui les ont marquées depuis 40 ans, sont François Mitterrand, sur une longue durée, et Lionel Jospin, pendant sept ans. L'un comme artisan de l'Union de la Gauche, renouant avec une stratégie oubliée, l'autre comme tête de la Gauche plurielle, duplicat affaibli de la première.

La Gauche plurielle rate la marche

D'ailleurs, de 1997 à 2002, le gouvernement de la Gauche plurielle aurait pu être mis à profit pour constituer une nouvelle union de la gauche autour d'un nouveau programme commun. Il aurait pu se transformer et, d'une juxtaposition d'accords bilatéraux avec le PS, devenir un accord multilatéral issu de nouvelles « Assises de la transformation sociale ». Mais l'équipe autour de Jospin n'a pas voulu le faire. Pourtant, la « génération Mitterrand », adossée au congrès d'Epinais, avait vécu 12 années fastes (1971-1983). Il est vrai que, depuis le plan Delors, parenthèse ouverte en 1983 qui ne se refermait pas, nombre de dirigeants avaient troqué leur attachement aux valeurs de gauche, dont la poursuite était trop exigeante, pour des plans de carrière à rebondissements. En 1993, la défaite subie la poussait vers la retraite et appelait de nouvelles équipes à la tête de la gauche.

L'échec du 21 avril 2002 reste insurmonté

Ces nouveaux dirigeants, qui s'étaient formés auprès de Mitterrand, mais durant sa seconde période alors que la division de la gauche se poursuivait, n'avaient pas été poussés, ressourcés, par un événement politique aussi fort que Mai 68. Cette équipe nouvelle saluait Epinais, mais elle se révélait incapable de renouer avec son souffle.

Certes le gouvernement Jospin était le plus à gauche d'Europe. Certes il a fait avancer les 35 h et reculer le chômage. Mais autour de Jospin l'occasion n'a pas été saisie de la possibilité d'une renaissance de la gauche autour d'une nouvelle union de la gauche. Ils ont été en deçà des attentes populaires et ont tristement perdu en 2002. Ce sont pourtant les mêmes qui dirigent encore le PS de 2002 à 2007. Dépourvus de projet, ils ne peuvent éviter que la crise éclate après la défaite à la présidentielle. Au congrès de Reims, la direction sortante, pour la première fois ne désigne pas la suivante. La majorité autour d'Aubry a besoin de la gauche du parti pour exister. Mais elle ne tranche pas, elle gère prudemment, les équilibres, un peu comme Hollande avec une légère teinture plus à gauche. ça ne suffit pas à remonter la pente. Si cela continue, nous allons « toucher le fond ». Attendre de toucher le fond, en espérant un sursaut, ne sert à rien : au lieu de bénéficier d'un rebond, nous commencerions à creuser...

Le fond, la SFIO l'avait touché en 1969

À cette élection présidentielle, Gaston Deferre rassemblait 5 % des suffrages exprimés. Duclos, pour le PCF, obtenait 21 %. Pour le PSU, Rocard réalisait 3 % et, pour la Ligue communiste, Krivine 1 %. Total : 30 % pour la gauche qui était absente du second tour. C'était le résultat de 30 ans d'application de la stratégie de « troisième force » par laquelle les socialistes prenaient part à la stratégie de « guerre froide » qui interdisait toute alliance avec les Partis communistes en prétendant que, selon la formule de Guy Mollet, « ils n'étaient pas à gauche, mais à l'Est ». Cette division de la gauche, tout comme celle que le PCF organisa de 1977 à 1994 (date où Marchais fut remplacé par Robert Hue), était associée à des alliances « de troisième force » avec la droite radicale ou

démocrate-chrétienne. Elle conduisit la SFIO à soutenir la guerre coloniale d'Algérie et la constitution gaulliste. Et à empêcher la gauche (SFIO-PCF-PSU) de devenir majoritaire. De 1947 à 1971, la SFIO et la gauche connurent 24 années de déclin.

La régénérescence de la gauche

La « génération Mollet » qui dirigeait la SFIO a donc connu une dégénérescence continue qui a conduit aux 5 % de 1969. C'est l'adoption, au congrès d'Epinay, de la stratégie d'unité de la gauche qui, avec l'accord du PCF, permit de mobiliser tous les électeurs de gauche et d'en gagner de nouveaux. De 30 % en 1969, la gauche passa à 48 % aux législatives de 1973 et Mitterrand obtint 49,6 % à la présidentielle de 1974. La SFIO était passée à côté de la grève générale de Mai 68 sans lui proposer de débouché politique, sans exiger la dissolution de l'Assemblée, laissant de Gaulle proposer le premier une solution démocratique à la crise politique en convoquant des législatives anticipées.

Le PCF cherchait à cacher le caractère politique que la grève générale donnait à la crise sociale et au lieu d'exiger la dissolution de l'Assemblée, s'efforçait de faire arrêter la grève, entreprise par entreprise. Ce sont pourtant ces deux partis qui bénéficièrent le plus de l'apport de la jeunesse, génération militante qui, 20 ans plus tard, serait appelée à prendre la suite de celle qui, en 1972, était à la tête des deux partis et s'engageait avec Mitterrand et Marchais. L'Union de la Gauche était le premier débouché politique différé, déformé, pas encore gouvernemental, de la poussée sociale et politique de Mai 68.

Ses deux principaux partis lui doivent leur renouvellement. L'extrême gauche, qui refuse d'y adhérer, lui doit d'entrer en crise : les trotskistes de régresser et les maoïstes de disparaître.

L'urgence d'une nouvelle unité de la gauche

Avec l'épuisement de la génération Mitterrand et la fin des campagnes de division de la gauche conduites par le PCF, après la défaite électorale de 1993, la gauche pouvait saisir l'occasion pour reconstruire son unité. Une expérimentation en ce sens eut lieu en 1994 avec les « Assises de la transformation sociale ». Une forme édulcorée fut réalisée de 1997 à 2002 avec la Gauche plurielle. Mais la volonté politique manqua à la direction du PS et que le reste de la gauche était en plein bouleversement. Si cette unité avait été engagée, la dérive droitière de la génération Jospin aurait été contrée, les scissions de Chevènement et de Mélenchon n'aurait pas eu lieu. C'est dans cette voie que toute la gauche doit maintenant s'engager pour ne pas toucher le fond, remobiliser son électorat et offrir une solution politique démocratique à la crise sociale et économique que nous traversons.

Reims en novembre 2008 était une promesse...

Il s'est joué sur l'alternative entre la stratégie d'Epinay et celle d'alliance avec le Modem. La chute à 29 % de la motion présentée par la candidate choisie à 60 % deux ans auparavant, n'est que très partiellement due à la dégradation de son image médiatique puisque dans le scrutin uninominal et apolitique qui permet d'attribuer le premier secrétariat du PS, Ségolène Royal a frôlé les 50 %. Ce résultat montre l'attente qui existe au sein du PS pour renouer avec l'unité de la gauche. Mais cette attente risque de nouveau d'être déçue. L'alliance générale, réalisée hors congrès, fin janvier, avec l'entrée des proches de Ségolène Royal au secrétariat national du PS peut signifier que l'espoir de renouer avec l'unité de la gauche ne sera pas satisfait de sitôt.

La prise de position de François Hollande en faveur de discussions avec Bayrou, montre que la direction du PS n'a pas de boussole. Elle est seulement retenue par l'opposition que rencontre une alliance avec le Modem chez les militants socialistes.

Choisir entre l'unité qui régénère et mobilise, et la division qui sectarise et affaiblit

Deux tentations coexistent chez les militants et électeurs de gauche qui doutent. Les électeurs socialistes tentés de voter pour le Front de gauche ou le NPA parce qu'ils commencent à douter du PS vont, à l'approche du 7 juin, se poser la question essentielle « battre la droite ou la laisser passer ? ». La réponse s'impose : battre la droite. Mais les électeurs de gauche très remontés contre la politique des dirigeants socialistes et décidés à voter Front de gauche ou NPA se poseront une question semblable : « sanctionner le PS ou battre la droite ? ».

La réponse s'impose encore : sanctionner le PS serait faire le jeu de ceux qui veulent l'alliance avec le Modem et non pas de la gauche du Parti. « Témoigner ou peser ? », telle est la question. Il existe une seule solution qui permet de peser pour battre, à la fois, toutes les droites et toutes les politiques libérales : l'union de la gauche autour d'un programme discuté dans des « Assises populaires ». C'est ce que nous défendons au sein du PS, pour défendre et faire fructifier les promesses du congrès de Reims. Nous aurons plus de facilités pour atteindre cet objectif si le PS maintient un bon score le 7 juin. Ce n'est pas seulement un vote utile, mais un vote efficace pour l'avenir. L'addition des voix de gauche PSFG- NPA-LO-Verts doit dépasser celle des voix de droite UMP-Modem.

Et le PS s'il dépasse l'UMP sera encore plus clairement placé devant ses responsabilités.

Pierre Ruscassie